

Contexte

Selon le Forum économique mondial, quatre personnes sur dix sont âgées de moins de 25 ans. On estime que cela représente près de 42 % de la population mondiale. Alors que dans la plupart des régions du monde, le taux de croissance de la population diminue ou stagne, il est en augmentation en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Près de la moitié des jeunes du monde vivent en Afrique subsaharienne. Les jeunes représentent une grande partie de la population qui est exclue et non intégrée dans les espaces de prise de décision et les espaces d'influence aux niveaux national et international. Il s'agit d'une grande partie de la population réduite au silence et exclue du leadership et des efforts pour atteindre une croissance transformatrice durable au niveau mondial. Les obstacles historiques qui continuent de peser sur les jeunes dans le monde sont enracinés dans les normes systémiques, sociétales, coloniales et âgistes, qui empêchent une participation et un engagement véritables des jeunes. Ces obstacles entraînent le silence du leadership des jeunes et de leurs interventions face aux problèmes mondiaux. En dehors de ces barrières auxquelles les jeunes sont confrontés, les inégalités socio-économiques profondément enracinées représentent un autre défi pour les jeunes, en particulier dans les pays du Sud. Des défis tels que le manque d'accès à une éducation décolonisée, transformatrice et de qualité, des systèmes économiques défaillants, la violence sexiste, les normes sociales toxiques et le manque de leadership politique transgressif contribuent à des réalités dangereuses pour les jeunes.

Principe et objectif

La Campagne mondiale pour l'éducation, en tant que mouvement social mondial, a pour objectif de s'attaquer réellement à ces obstacles historiques et contemporains pour une véritable participation des jeunes et des étudiants. Parmi les membres du mouvement, on constate une compréhension et une reconnaissance renouvelées du pouvoir des jeunes et des étudiants dans la résolution et l'atténuation des problèmes mondiaux qui nous accablent aujourd'hui. Dans le monde entier, nous avons vu des exemples de la résilience et de la résistance menées par les jeunes et les étudiants. Citons par exemple le mouvement contre l'amendement de la loi sur l'extradition #FreeHongKong, qui a marqué l'une des manifestations démocratiques les plus fortes menées par des étudiants et des jeunes dans l'histoire de Hong Kong (ONU 2016). La grève des écoles pour le climat en 2019, menée par des étudiants et des écoliers, est probablement la plus grande protestation pour le climat dans l'histoire mondiale. Le mouvement #FeesMustFall mené par des étudiants en Afrique du Sud a enflammé le débat mondial lorsqu'ils ont exigé l'égalité d'accès à une éducation gratuite et décolonisée, en demandant des actions contre les inégalités du pays. Les manifestations du printemps arabe, Occupy Wall Street, les rassemblements anti-corruption en Inde, les protestations pour la justice économique au Chili, en Espagne, en Grèce, en Israël, au Nicaragua et au Brésil, ont démontré que les étudiants marchent continuellement dans les rues pour une éducation de qualité, la démocratie et la liberté (ONU

2016). La COVID-19 a créé de nouveaux obstacles et défis à l'organisation des jeunes et des étudiants dans le monde, en particulier dans les pays du Sud. La pandémie a exacerbé les luttes existantes des jeunes et des étudiants dans plusieurs domaines:

- Accès limité à la technologie et à l'apprentissage en ligne (fossé urbain et rural, fossé entre les sexes et fossé numérique).
- Arrêt des actions d'organisation des jeunes et des étudiants à travers le monde en raison de la pandémie.
- Manque de connexion et d'occasions de se réunir en communauté pour partager et échanger.
- Manque d'allocations de ressources pour l'organisation des jeunes et des étudiants.
- Défis de santé mentale et manque de soutien psychosocial aux jeunes et aux étudiants dans l'accès à la scolarité.
- Manque de capacité à organiser des cours en ligne pour les enseignants et le programme de l'enseignement public
- Manque d'écoles et d'infrastructures pour étudier en ligne, en particulier pour les étudiants et les jeunes marginalisés (handicapés, pauvres, indigènes, filles et jeunes femmes, LGBTQI+, réfugiés et migrants, etc.).
- Augmentation de la violence sexiste et la violence domestique en raison des restrictions de mouvement imposées aux citoyens par les États.
- Problèmes de santé et d'accès aux soins de santé pour prévenir et soigner la pandémie mondiale
- Manque de données agrégées sur la situation afin de garantir que les ressources et les capacités soient orientées en fonction des besoins contextuels.

Malgré ces impacts, la CME reconnaît la résilience et la résistance des jeunes du monde entier, qui font toujours partie des principales forces qui luttent pour des sociétés justes et pour un accès égal à une éducation de qualité pour tous. Nous sommes convaincus que la participation des jeunes et des étudiants renforcera non seulement le mouvement pour l'éducation aujourd'hui, mais aussi pour l'avenir.

Objectif

La Campagne mondiale pour l'éducation, en tant que mouvement, a déjà fait les premiers pas nécessaires vers une manière plus structurée et directe de travailler avec les jeunes et les étudiants afin de garantir des opportunités plus délibérées et authentiques pour permettre aux jeunes et étudiants de mener les interventions et les solutions pour les réponses de rétablissement post-COVID-19 dans leurs contextes et dans le mouvement. En partenariat avec Action Aid International, la CME est ravie de lancer des appels à propositions pour accéder à des fonds pour les ***réponses de rétablissement post-COVID-19 menées par les jeunes et les étudiants.***

Ce programme de petites subventions soutiendra les activités liées à la participation des jeunes et des étudiants dans les processus de politique éducative, y compris la participation dans les

débats de politique nationale, l'influence sur le développement des plans du secteur de l'éducation et le suivi de la mise en œuvre de ces plans.

Cette subvention **NE PEUT PAS** soutenir la prestation de services dans le secteur de l'éducation, comme la contribution directe à l'amélioration des infrastructures scolaires et la gestion des programmes d'alimentation scolaire.

Les activités qui seront financées dans le cadre du programme de petites subventions sont les suivantes :

Recherche-action menée par des jeunes/étudiants qui se concentre sur les impacts et les réponses à la COVID-19 menée par des jeunes et des étudiants dans votre contexte (local, national et/ou régional).

- Activités d'intervention de rétablissement post-COVID-19 menées par des jeunes/étudiants et liées à l'éducation et aux défis tels que le manque d'accès, la violence et l'exclusion. Ces activités peuvent inclure :

- Activités de plaidoyer et de lobbying liées à la voix des jeunes/étudiants dans les plans nationaux, régionaux et mondiaux d'intervention pour le rétablissement post-COVID-19.

- Un militantisme mené par les jeunes/étudiants pour faire avancer et promouvoir l'influence des politiques.

- Participation transrégionale des jeunes/étudiants qui renforce la voix et le leadership des jeunes et des étudiants dans les réponses de rétablissement post-COVID-19 dans leurs contextes.

Toutes les activités demandées au titre de cette subvention doivent être mises en œuvre entre le 1er septembre 2021 et février 2022 et les rapports finaux sur les activités entreprises doivent être soumis avant le 1er mars 2022.

La CME croit au pouvoir de la création de connaissances par les jeunes et les étudiants en tant qu'outil valable pour réformer et décoloniser le savoir et l'éducation. C'est pourquoi le journalisme citoyen des jeunes/étudiants est un élément qui a été intégré dans le programme de subvention afin d'assurer que les jeunes et les étudiants documentent les activités du projet, les apprentissages et les réponses apportées par les jeunes/étudiants aux réalités contextuelles. Une formation et un soutien des capacités seront mis à la disposition de tous les partenaires bénéficiaires de la subvention afin de garantir que la documentation, la création de connaissances et l'apprentissage soient centrés sur l'impact du programme de subvention.

Critères d'admissibilité

Afin de pouvoir bénéficier d'une subvention pour soutenir les réseaux/groupes de jeunes dans le cadre de ce programme, les candidats doivent d'abord répondre aux critères suivants :

1. Être membre et/ou être lié aux coalitions des pays mentionnés d'une coalition nationale comme la liste ci-dessous :

Afrique		Asie-Pacifique	Amérique latine	Moyen-Orient, Europe et Amérique du Nord
Angola	Nigeria	Afghanistan	Argentine	Albanie
Burundi	Niger	Australie	Bolivie	Arménie
Bénin	Sénégal	Bangladesh	Brésil	Belgique
Burkina Faso	Somaliland	Cambodge	Chili	Canada
Cap-Vert	Swaziland	Inde	Columbia	Danemark
Cameroun	Sierra	Indonésie	Costa Rica	France
Côte d'Ivoire	Leone	Japon	République dominicaine	Allemagne
RDC	Somalie	Mongolie	Équateur	Géorgie
Éthiopie	Tanzanie	Népal	El Salvador	Irlande
Gambie	Togo	Pakistan	Guatemala	Italie
Ghana	Ouganda	Papouasie–Nouvelle-Guinée	Haïti	Norvège
Guinée	Zambie	Philippines	Honduras	Roumanie
Bissau	Zimbabwe	Îles Salomon	Mexique	Espagne
Kenya		Sri Lanka	Nicaragua	Suède
Lesotho		Corée du Sud	Paraguay	Suisse
Madagascar		Timor Leste	Pérou	Pays-Bas
Malawi		Vanuatu		ROYAUME-UNI
Mali		Vietnam		États-Unis
Mauritanie				Égypte
Maurice				Irak
Mozambique				Jordanie
				Liban
				Maroc
				Palestine
				Somalie
				Soudan
				Moldavie
				Yémen

2. Être structuré en tant que réseau ou groupe avec une base diversifiée et représentative, une portée nationale et des protocoles documentés pour rendre des comptes aux membres.
3. Il peut s'agir d'un réseau formellement établi et légalement enregistré, ou d'un consortium d'organisations de jeunesse, de réseaux, tels que des réseaux régionaux ou des organisations d'étudiants
4. Mettre l'accent sur la participation dans la planification et la politique du secteur de l'éducation nationale.

Caractéristiques requises des réseaux/groupes de jeunes soutenus

Ce programme vise à garantir la participation effective des jeunes aux processus politiques, ce qui implique l'engagement de membres divers, représentatifs et bien informés. Par conséquent, les réseaux/groupes de jeunes qui recevront un soutien financier devront faire preuve des caractéristiques suivantes. Il n'est pas nécessaire de répondre à toutes ces caractéristiques pour recevoir un soutien, mais les réseaux doivent s'engager à les développer davantage.

- Engagement en faveur de l'éducation : ils soutiennent le droit à l'éducation et s'engagent en faveur de l'éducation pour tous. En outre, ils devraient suivre et s'engager, dans la mesure du possible, dans les développements liés à l'Objectif de développement durable 4.
- Diversité des membres : ils ont plusieurs organisations membres qui incluent/représentent les principales parties prenantes et les groupes marginalisés ; ils encouragent les nouveaux membres (avec des plans d'expansion ciblés par exemple) ; ils représentent une base diversifiée, avec une variété de domaines d'intérêt et d'approches dans le cadre du plaidoyer pour l'éducation, en particulier les organisations d'enseignants, les associations de parents, les groupes de défense des droits de l'enfant, les mouvements de jeunesse, les groupes de femmes et les organisations travaillant avec les groupes défavorisés ; et ils ont une base de membres provenant de divers lieux géographiques répartis dans tout le pays, y compris les zones difficiles à atteindre.
- Représentation et responsabilité : ils disposent d'un mécanisme de gouvernance représentatif avec des lignes de responsabilité claires et des mécanismes de communication/rétroaction ; ils ont des procédures claires et bien comprises, et des membres qui se réunissent régulièrement ; ils ont des processus de prise de décision démocratiques et transparents.
- Participation active des membres et des citoyens : ils peuvent démontrer une participation active et inclusive des membres dans l'élaboration de plans, la mise en œuvre des activités et le suivi des progrès ; ils disposent de plans, de protocoles et de stratégies pour une participation efficace des membres ; ils s'appuient sur l'expertise des membres ; et ils renforcent activement la capacité de participation de leurs membres et des citoyens en général.

Processus de candidature

Le programme de subventions vise à soutenir jusqu'à 20 organisations/réseaux/consortiums de jeunes et d'étudiants au sein du mouvement de la CME.

Appel à propositions

Examen des demandes

Communication des résultats de la sélection

Introduction et programmation de la communication

Le dépôt de candidatures sera ouvert du 1er juillet 2021 au 26 juillet 2021 à 13 heures SAST. La CME s'efforcera de traiter toutes les candidatures et de fournir les résultats de la sélection dans un délai de deux semaines après la date de clôture.